



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Lutte contre l'insécurité à Mayotte

Question au Gouvernement n° 2963

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ À MAYOTTE

M. le président. La parole est à M. Philippe Gosselin.

M. Philippe Gosselin. J'ai l'honneur et le plaisir de représenter ici mon collègue Mansour Kamardine. Et je voudrais aussi me faire la voix de mon collègue Maxime Minot, qui aurait aimé parler des dons de jours de congés aux personnels soignants, mais je crois que ce sera fait par d'autres, qui lui ont peut-être un tout petit peu piqué son idée... (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*) Nous y reviendrons !

M. François Cormier-Bouligeon. Attention à vos chevilles !

M. le président. Poursuivez, monsieur Gosselin.

M. Philippe Gosselin. Je remercie Mansour Kamardine de la confiance qu'il m'accorde. Je suis heureux de représenter ici les ultramarins, qui se trouvent dans une situation délicate – je pense notamment aux confinés de Mayotte.

Dès le début de la crise, et à trois reprises, Mansour Kamardine a alerté différents ministres au sujet de la situation à Mayotte, notamment de l'insécurité qui y règne. Hélas, pour le moment, ses démarches sont restées vaines puisque les effectifs de police et de gendarmerie n'ont pas vraiment progressé. Plus récemment, il a interpellé à nouveau le Président de la République, le ministre de l'intérieur et la ministre des outre-mer. La situation est devenue réellement catastrophique. Il faudrait tenir compte de la réalité de l'île, qui ne compte pas 265 000 habitants, mais bien plutôt 400 000.

On assiste à des vols en bande organisée. Il y a deux jours, une caserne de pompiers a été attaquée par 50 à 100 personnes. Des magasins sont pillés. Il est grand temps que des moyens supplémentaires soient accordés. La situation doit changer. Les habitants sont terrorisés. Madame la ministre des outre-mer, que comptez-vous faire pour venir en aide à Mayotte et y ramener la sécurité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. Christian Jacob. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme la ministre des outre-mer.

Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer. Monsieur Gosselin, je l'ai déjà dit dans cet hémicycle il y a quelques jours, la solidarité nationale s'exerce à Mayotte, comme à La Réunion. Mais votre question n'est ni sanitaire, quand bien même la crise est sanitaire, ni économique, quand bien même la crise est économique : elle porte sur la violence à Mayotte.

M. Philippe Gosselin. Sur la sécurité !

Mme Annick Girardin, ministre . Oui, sur la sécurité.

Les images venant de Mayotte, notamment de rassemblements de jeunes, sont fortes. Il convient néanmoins de souligner que les faits de délinquance, notamment les vols et les agressions, ont baissé, depuis trois mois, de 45 %.

M. Guy Teissier. Qu'est-ce que cela devait être auparavant !

M. Philippe Gosselin. Une caserne de pompiers a tout de même été attaquée !

Mme Annick Girardin, ministre . Il faut bien comprendre ce qui se passe sur l'île. Durant deux nuits, des faits ponctuels ont été commis par des jeunes désœuvrés. A pu jouer aussi, vous le savez, l'organisation de combats traditionnels retransmis sur plusieurs chaînes.

M. Sébastien Chenu. Vous n'êtes pas sérieuse !

Mme Annick Girardin, ministre . L'État a mobilisé autant que possible les forces de l'ordre présentes sur place. Je remercie la police et la gendarmerie, qui sont au front en permanence, vous le savez, tout comme M. Kamardine. Et nous avons renforcé notre action. L'opération Résilience, déployée à Mayotte, prend en charge les stocks alimentaires et la protection des commerces. Un couvre-feu a été décrété, avec des dispositifs de contrôle de zones. Les forces mobiles appuient systématiquement la police dès que c'est nécessaire, notamment lors des combats traditionnels. L'usage de véhicules blindés de la gendarmerie a parfois aussi été requis.

M. Pierre Cordier. Mansour Kamardine ne ment pas ! Vous devriez aller voir sur place !

Mme Annick Girardin, ministre . Tout le monde est donc sur le terrain, tout le monde est mobilisé pour mettre fin à ces violences, qui sont le plus souvent le fait de jeunes.

M. Sébastien Chenu. Ce sont surtout des voyous !

Mme Annick Girardin, ministre . Mais n'oublions pas la question sanitaire !

M. Pierre Cordier. Alors tout va bien à Mayotte ?

M. le président. La parole est à M. Philippe Gosselin.

M. Philippe Gosselin. Le Gouvernement doit prendre ses responsabilités :...

Mme Annick Girardin, ministre. C'est fait !

M. Philippe Gosselin. ...force doit rester à la loi, en métropole comme outre-mer, et, à cet effet, les forces de l'ordre doivent être en effectifs suffisants. Or, en ce moment, ce n'est pas évident.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Gosselin](#)

Circonscription : Manche (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2963

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [6 mai 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 mai 2020](#)